



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LYRECO FRANCE

rue des Blattiers
CM71 Le Génie R La Plaine
71160 Digoin

Références : LW/NM/2026/M_100

Code AIOT : 0005401840

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement LYRECO FRANCE implanté 65 rue de la Plaine Zone Industrielle des Mûriers 71160 Digoin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LYRECO FRANCE

- 65 rue de la Plaine Zone Industrielle des Mûriers 71160 Digoïn
- Code AIOT : 0005401840
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Lyreco, dont le siège social est situé à Marly (59), exploite sur le territoire de la commune de Digoïn un entrepôt de stockage de produits destinés aux entreprises, principalement des fournitures de bureau.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par un arrêté préfectoral du 11 juin 2010, référencé 10-02582.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression
- NATECH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article Chapitre 1.2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.3.3	Demande d'action corrective	2 mois
7	Auto-surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 9.2.5	Demande d'action corrective	
8	Compartmentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 6	Demande d'action corrective	2 mois
9	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Points 13 et 23	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.2.3	Sans objet
3	Protection contre le risque lié à la foudre	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.2.4	Sans objet
5	Moyens de prévention et	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.5.2 à 7.5.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	de protection contre le risque d'incendie		
6	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.5.7	Sans objet
10	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6, 14 à 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque accidentel lié aux activités de stockage est globalement bien maîtrisé et suivi par l'exploitant.

Quelques constats ont été formulés par l'inspection portant sur :

- la situation administrative du site,
- les moyens de prévention et de protection contre le risque d'incendie (moyens techniques, humains et organisationnels),
- l'auto-surveillance des eaux souterraines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article Chapitre 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour
Prescription contrôlée : Liste et consistance des installations autorisées (consultable sur le site https://www.georisques.gouv.fr/).
Constats : Des modifications ont été portées à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire avant leur réalisation concernant un dispositif de stockage automatique, l'installation d'une chaudière biomasse et l'installation d'ombrières photovoltaïque. L'exploitant a, au travers des dossiers transmis, mis à jour la situation administrative du site. Ce dernier relève toujours du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2718, de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510, et de la déclaration au titre des rubriques 2910, 2940 et 2925 de la nomenclature des installations classées. On précisera ici que les garanties financières édictées par l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2014, référencé 2014314-0007, ne sont plus d'actualité. En effet, la rubrique 2717 de la nomenclature a été supprimée et la rubrique 2718 n'est plus soumise à ce dispositif. L'arrêté préfectoral précité peut donc être abrogé. Enfin, l'inspection note que toutes les modifications réalisées sur le site n'ont pas été portées à la connaissance du préfet : c'est le cas par exemple des chapiteaux installés à l'ouest du bâtiment

principal, utilisés pour du stockage de produits. Or, il est rappelé que toutes les modifications apportées par l'exploitant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, doivent être portées à la connaissance du préfet (article R.181-46 du code de l'environnement).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet cette installation de chapiteaux avec tous les éléments permettant d'en apprécier le caractère de cette modification.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des installations
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...]
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été réalisée en décembre 2025 par la société Bureau Veritas. Le rapport rédigé à l'issue de ce contrôle fait mention de quatre anomalies. L'exploitant indique qu'elles ont fait l'objet d'une action corrective en interne qui est tracée dans un logiciel informatique de gestion globale. Un contrôle par sondage des actions mises en œuvre pour l'une des anomalies notifiées dans ce rapport a été réalisé. Celles-ci n'appellent pas d'observation particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection contre le risque lié à la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des équipements de protection
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.
Constats : Les dispositifs de protection contre le risque lié à la foudre ont fait l'objet d'une vérification

<p>complète au sens de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 par la société Benary Solutions (agrément qualifoudre n° 2340226148246) le 18 juin 2025. Une anomalie a été relevée par cet organisme et un bon de commande pour réaliser la réparation a été validé par l'exploitant.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant vérifie les compteurs d'impacts foudre installés sur les descentes des paratonnerres, de façon systématique une fois par mois, et de façon ponctuelle en cas d'orage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation aux moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] les différents opérateurs et intervenants sur le site reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident, et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le nombre de salariés sur le site est d'environ 160 personnes. L'ensemble des personnels (entrepôt/bureaux) est formé au maniement des extincteurs. Un recyclage d'environ 24 personnes est réalisé chaque année.</p> <p>Huit salariés sont formés au maniement des robinets d'incendie armés (RIA). L'inspection relève que ce nombre est relativement faible au regard de la taille de l'entrepôt, du nombre total de salariés et des absences de chacun pendant les congés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à augmenter le nombre d'opérateurs formés au maniement des RIA. Il doit pouvoir disposer, à tout moment et en toutes circonstances, de personnels en nombre suffisant pour la mise en œuvre de ces moyens d'intervention internes en cas de sinistre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Moyens de prévention et de protection contre le risque d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.5.2 à 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des moyens matériels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des moyens suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un débit d'eau de 720 m³/h pendant 2 heures pour assurer la défense extérieure contre l'incendie (DECI), - [...]

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant assure un suivi régulier des moyens de prévention et de défense incendie, plus précisément des extincteurs, du dispositif de détection incendie, du système d'extinction automatique d'incendie, des exutoires de fumées, des robinets d'incendie armés (RIA) et des portes dont la fermeture est asservie à la détection d'incendie.</p> <p>Concernant la DECI, l'exploitant dispose de:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 8 poteaux d'incendie privés raccordés sur le réseau communal, • 2 réserves d'eau de 120 m³, • 1 réserve d'eau de 240 m³. <p>Ces poteaux d'incendie font l'objet chaque année d'un test de débit/pression. Le dernier a été réalisé par la société Madis en date du 22 octobre 2025. Le rapport rédigé à l'issue de ce contrôle révèle des débits allant de 162 à 215 m³/h en fonctionnement individuel, et de 73 à 98 m³/h en fonctionnement simultanés de 6 poteaux.</p> <p>Au regard des débits relevés dans ce rapport et des trois réserves complémentaires, la quantité d'eau disponible pour assurer cette DECI pendant deux heures (1522 m³) est supérieure à celle prescrite (1440 m³).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Protection des milieux récepteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 7.5.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2 500 m³ avant rejet vers le milieu naturel. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin de confinement est en bon état et la pérennité de son volume utile est garanti grâce à un suivi régulier de son niveau. L'exploitant indique qu'il a fait l'objet d'un agrandissement dans le cadre des modifications portées à la connaissance du préfet évoquées dans la fiche de constat numéro une.</p> <p>La vanne martellière asservie à la détection d'incendie fait l'objet de tests périodiques de bon fonctionnement par la société Madis. Le dernier a été réalisé en octobre 2025.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Auto-surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 9.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi annuel
Prescription contrôlée : [...] <p>La société Lyreco procède à deux prélèvements d'eau de nappe par an : un en période de hautes eaux et un en période de basses eaux. [...]</p> <p>Les résultats obtenus sont adressés à l'inspection des installations classées, au maximum 1 mois après la réalisation des prélèvements. [...]</p>
Constats : <p>L'exploitant indique qu'il procède toujours à cette surveillance de la nappe, mais l'inspection relève que, contrairement aux dispositions réglementaires précitées, les résultats ne lui sont pas transmis.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant veillera à transmettre les résultats de cette surveillance bisannuelle à l'adresse suivante: uid3971m.dreal-bfc@developpement-durable.gouv.fr</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Marquage des murs coupe-feu
Prescription contrôlée : [...] <p>les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation.</p> [...]
Constats : <p>Le bâtiment est compartimenté en trois cellules et dispose donc de deux murs d'un degré de résistance au feu REI 120. Ce degré de résistance au feu n'est pas indiqué au droit de ces deux murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à matérialiser le degré de résistance au feu de ces deux murs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Points 13 et 23
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures organisationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Point 13 :</u> Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p><u>Point 23 :</u> Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier exercice de défense incendie a été réalisé le 20 octobre 2023 avec la participation des services de secours locaux. Cet exercice n'a pas fait l'objet d'un compte-rendu. Pourtant, celui-ci permet à l'exploitant, d'une part, d'en justifier la réalisation auprès de l'inspection, et, d'autre part, d'avoir un regard critique sur l'organisation et l'application des consignes générales, sur l'évacuation et le comportement des personnes en situation d'urgence.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant ne dispose pas d'un plan de défense incendie tel que défini par les dispositions de l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à rédiger:</p> <ul style="list-style-type: none"> • un compte-rendu lors du prochain exercice de défense incendie qui doit être réalisé au cours de cette année 2026, • un plan de défense incendie en s'assurant qu'il respecte bien l'ensemble des dispositions réglementaires du point 23 de l'annexe II précitée. L'inspection rappelle que ce plan ainsi que ces mises à jour doivent être transmis aux services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6, 14 à 25
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi en service
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté [...] [...] Suivi en service: inspections et requalifications périodiques [...]
Constats : L'exploitant dispose de deux compresseurs d'air équipés chacun d'une cuve de 2 000 litres. Ces deux équipements sont à jour des inspections et requalifications périodiques.
Type de suites proposées : Sans suite